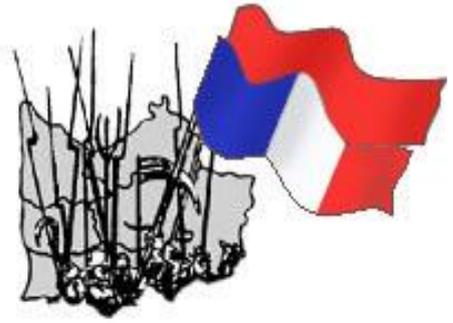


BULLETIN-LETTRE N° 75

Octobre, novembre, décembre, 2016

1851



Association pour la mémoire des Résistances républicaines

Siège social : Hôtel de Ville 04190 Les MÉES – site : www.1851.fr

Directrice de la publication : Colette Chauvin

Périodicité : trimestrielle

• *Le Suffrage Universel* •••

En ces temps d'élections présidentielles ou l'incertitude sévit, l'article de René MERLE, extrait de son blog et que nous avons choisi de présenter ci-dessous, nous a paru d'une très pertinente actualité.

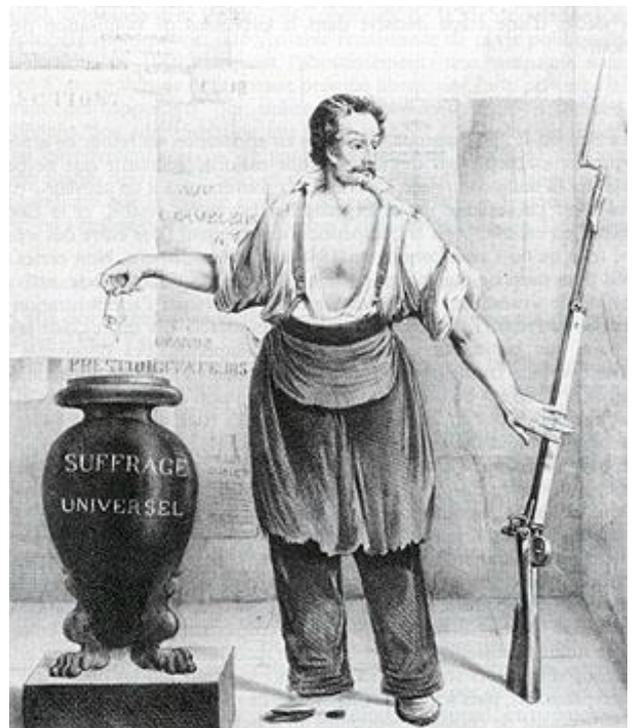
En France, la politique-spectacle que nous a offert à grand renfort médiatique la primaire de la droite, et la débâcle des instituts de sondages déboussolés, ne présagent rien de bon pour la primaire de la gauche et les présidentielles de 2017.

1848 le piège du suffrage universel ?

Lectures et réflexions.

J'ai souvent écrit sur mon blog que la Seconde République était à bien des égards la matrice de nos institutions et des impasses dans lesquelles elles nous plongent. Ainsi de ce suffrage universel que nos puissants affirment vénérer, mais qu'ils n'hésitent pas à violer lorsqu'il ne satisfait pas à leurs vœux. On sait ce qu'il advint du NON des Français à la constitution européenne (2005), aussitôt transformé en OUI par le vote parlementaire droite – socialistes. Mais revenons à 1848. Née de l'insurrection parisienne des 22-24 février 1848, et proclamée le 24, la Seconde République allait aussitôt, par son décret du 5 mars 1848, instituer le suffrage universel (masculin), en lieu et place du suffrage censitaire qui assurait la domination des possédants. L'ouvrier socialiste parisien Louis

Marie Bosredon, dessinateur et caricaturiste largement diffusé dans la capitale, salua cette décision par un dessin devenu célèbre : le travailleur quitte le fusil pour le bulletin de vote.



L'ère des insurrections parisiennes ou lyonnaises est close. Place à la démocratie des urnes. Presque unanimement partagé par la classe politique, y compris par les « modérés » comme Tocqueville (certains de leur emprise sur le monde rural, largement dominant dans la France d'alors), ce salut au suffrage universel (masculin) ne convainquit pas à l'extrême gauche. Ainsi l'inlassable lutteur Auguste

Blanqui [1805] (1), dans une adresse de son club communiste, la Société Républicaine Centrale, datée du 7 mars, demanda « l'ajournement indéfini des élections et l'envoi dans les départements de citoyens chargés d'y porter la lumière démocratique. » Il persistait encore avec vigueur la semaine suivante : « Notre âme s'indigne à la pensée que les oppresseurs puissent recueillir le bénéfice de leur crime ; c'est un sacrilège de faire mentir à leur propre salut dix millions d'hommes, d'arracher à leur inexpérience la sanction de leur esclavage. Ce serait un défi insolent aux barricades de février. Le peuple ne sait pas, il faut qu'il sache. Ce n'est pas l'œuvre d'un jour, ni d'un mois. Lorsque la contre-révolution a seule la parole depuis cinquante ans, est-ce donc trop d'accorder une année à la liberté ? Paris, le cœur et le cerveau de la France, ne reculera pas devant le retour offensif du passé. ». Blanqui n'obtint qu'un report de deux semaines des élections d'avril, qui assurèrent une large victoire aux conservateurs « républicains du lendemain » et aux républicains « modérés » du *National*. Résultat qui justifiait l'optimisme de Tocqueville par rapport à l'emprise des notables sur les masses rurales. Une République qui bafouait les aspirations sociales de ceux qui l'avaient fait naître ne pouvait que récolter la tempête. L'insurrection ouvrière parisienne de juin 1848 fut écrasée dans le sang, au nom de la légalité républicaine, proclamée par les représentants du peuple qui, comme Victor Hugo, prenaient la tête des forces de répression. Mais le pays rural ne fut pas « contaminé », bien au contraire, par les miasmes rouges de la capitale, et les « modérés » demeuraient donc plus qu'optimistes sur leur avenir électoral. Cet optimisme fut quelque peu tempéré par les résultats de l'élection présidentielle de décembre 1848, qui vit les « masses » rurales assurer le triomphe de l'aventurier attrape tout Louis Napoléon Bonaparte (74,33%), sur le républicain « modéré » Cavaignac (18,91%), renvoyant à leur néant apparent le démocrate-socialiste Ledru-Rollin (5,06%), le socialiste Raspail (0,51%), le solitaire Lamartine (0,23%), et le monarchiste Changarnier

(0,06%). Et cet optimisme fut encore plus tempéré par les élections législatives de mars 1849, qui donnèrent une nette victoire au « Parti de l'Ordre » conservateur. Mais ces élections attestaient aussi d'une très importante remontée des démocrates-socialistes que l'on avait pu croire anéantis après leur très sévère défaite à la présidentielle de 1848.

Une série de scrutins partiels confirmèrent ensuite la montée en force de ces « Rouges ». La parade officielle fut la loi du 31 mai 1850 qui restreignait considérablement l'accès au suffrage pour les masses populaires, et au premier chef pour les ouvriers. On connaît le célèbre discours de Victor Hugo lors de la discussion de cette loi : la restriction du suffrage universel ne pouvait que pousser les exploités du côté du fusil... « Le côté profond, efficace, politique, du suffrage universel fut d'aller chercher dans les régions douloureuses de la société, l'être courbé sous le poids des négations sociales, l'être froissé qui, jusqu'alors, n'avait eu d'autre espoir que la révolte et de lui apporter l'espérance sous une autre forme et de lui dire : Vote, ne te bats plus ! Le suffrage universel, en donnant à ceux qui souffrent un bulletin, leur ôte le fusil. En leur donnant la puissance, il leur donne le calme. »

On sait comment le Prince-Président régla le problème par son coup d'État de décembre 1851, et par le rétablissement du suffrage universel (masculin) intégral. Le Second Empire allait désormais, et pour toujours, implanter l'ordinaire du vote, sans craindre la contestation : plus que la trique, c'était le contrôle des esprits par la propagande qui allait primer. On ne peut dire que l'entreprise n'ait pas eu de suites durables.

4 octobre 2016 René MERLE

(1) Cf. sur le blog la catégorie "Blanquistes" :

<http://merlerene.canalblog.com/archives/blanquistes/index.html>

• Publications •••

LE MAITRON (Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social), vu par Edwy PLENEL.

Les éditions de l'atelier publient un ouvrage de ce dernier dans lequel il rend un vibrant hommage au Maitron intitulé "**Voyage en terres d'espoir**". Il y est question, entre-autres, du député **BAUDIN** tué le 3 décembre 1851 lors de l'insurrection parisienne dans le faubourg St-Antoine.

Mediapart, par la voix d'edwy Plenel avait, le 1^{er} décembre 2011, relayé une pétition à l'initiative d'élus du XII^e arrondissement de Paris, réclamant le rétablissement de la statue de Baudin. Elle avait été envoyée, (comme bien d'autres) à la refonte en 1941 par le gouvernement de Vichy. Nous nous étions empressés de signer cette pétition.

Malgré un accord unanime du conseil municipal, elle est restée, à notre connaissance, dans les oubliettes de l'histoire.



La mort d'Alphonse Baudin sur la barricade du faubourg Saint-Antoine

L'article 1^{er} de la loi du 11 octobre 1941 relatif à l'enlèvement des statues, disait ceci :

"Il sera procédé à l'enlèvement des statues et monuments en alliage cuivreux, dans les lieux publics et dans les lieux administratifs, qui ne présentent pas un intérêt artistique ou historique." Sans commentaire.

Le même sort fut réservé à la pétition lancée à notre initiative, à l'occasion de l'année Victor Hugo. Nous y demandions en 2002, l'apposition d'une plaque commémorant les massacres du 5 décembre 1851 sur les Grands Boulevards. Cette plaque devait rappeler la terreur bonapartiste qui laissa, officiellement, au moins 400 victimes sur le pavé parisien.

"La commission du Vieux Paris" tergiversa et malgré plusieurs courriers notre demande n'a pas abouti. La chape de plomb résiste toujours solidement maintenue en place par les nostalgiques du 2nd Empire.

• **Marianne** •••

La Marseillaise du 24-25 septembre 2016 a publié un article à propos d'une exposition itinérante. Dans le cadre de son projet de développement culturel, la communauté de communes du Clermontais proposait et propose toujours, de sortir les mariannes. des mairies et de les présenter au public. Cette initiative est réalisée en partenariat avec plusieurs associations du Clermontais : *OLAÏC 34 (Observatoire de la Laïcité en Cœur d'Hérault)*, *l'association généalogique et le Groupe de Recherches et d'Études du Clermontais (GREC)* et en collaboration avec l'équipe du *Sillon*. Cette exposition est à la disposition des communes qui souhaitent la faire tourner "*dans les écoles, les places de village les vignes, afin de relancer le débat auprès de la population autour des valeurs de la République quelques fois malmenées ces derniers temps. Marianne est un patrimoine vivant de la représentation républicaine*" Expliquent les organisateurs.

Belle initiative qui mériterait d'être suivie dans d'autres régions.



Elle fait écho à celle que nous évoquions dans notre précédent bulletin trimestriel n°74, article intitulé :

Une publication : Le patrimoine de la République en Provence Verte.

En juin dernier, à Châteauvert, dans le Var, un ouvrage collectif sur le patrimoine républicain fut publié, présenté et préfacé par notre ami et vice président de notre Association, Jean-Marie GUILLON. Il y était question non seulement des Mariannes mais

également des mairies, des écoles, des caves coopératives, des cercles républicains, tout un patrimoine que nous a légué la III^e République. Au temps du Var Rouge.

Le 29 novembre J-M Guillon donna une conférence sur le même thème, à Cogolin, invité par les élus d'opposition au maire Front National.

Les valeurs de la République ont grand besoin d'une piqure de rappel par les temps qui courent.

Voir le détail dans notre précédent bulletin n°74.



• *Notre Bulletin livre 2016* •••

Il vient enfin de paraître.

Il sera disponible à notre prochaine A.G. Fixée au samedi 17 décembre à Aups (Var).

Mais **ATTENTION**, seuls les adhérents à jour de leur cotisation 2016 en bénéficieront.

Il est précédé d'une préface d'Agnès GOUDAIL, directrice des Archives Départementales du Var, d'un avant propos du bureau de notre Association et d'une présentation de Frédéric NEGREL. Cet ouvrage promet de faire date dans le registre de nos publications.

• *A noter sur votre agenda* •••

Le samedi 4 février 2017, la commune de Montauroux en collaboration avec notre Association, a décidé de rendre un **hommage à ses aînés de 1848-1851** en organisant une journée commémorative. Voici le programme :

- exposition des archives départementales du Var et documents concernant le canton de Fayence dans la salle de la Maison pour tous,
- 11h inauguration de l'expo et évocation de l'insurrection républicaine dans le canton de Fayence par Gabriel Chabaud,
- 12h apéritif républicain,
- 15h30 projection du film de Christian Philibert "*Ils se levèrent pour la République*" dans la salle de cinéma de la MPT, débat animé par Frédéric Negrel.

Une plaque rappelant l'engagement en 1851 des républicains de Montauroux sera posée ultérieurement dans une rue du village.

Convocation à notre Assemblée Générale

Elle se tiendra à Aups (Var) le **17 décembre 2016**

RDV à 15 h à l'ancien Office de Tourisme sur la Place Frédéric Mistral
Possibilité de déjeuner ensemble pour ceux qui le souhaitent à partir de 12 h 30.
(Tél 06-87-49-26-38)

Présentation des mémoires de l'aupsois Joseph Maurel.